

Recherches sociographiques



Jacques BEAUCHEMIN (dir.), *Mémoire et démocratie en Occident. Concurrence des mémoires ou concurrence victimaire*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, 136 p.

Julien Massicotte

Volume 53, Number 1, January–April 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1008931ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1008931ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Massicotte, J. (2012). Review of [Jacques BEAUCHEMIN (dir.), *Mémoire et démocratie en Occident. Concurrence des mémoires ou concurrence victimaire*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, 136 p.] *Recherches sociographiques*, 53(1), 218–220. <https://doi.org/10.7202/1008931ar>

du juste milieu. À la lecture des 13 chapitres, on comprend cependant que les *conservatistes* sont sa cible principale. Ce sont eux qui empêcheraient l'éclosion d'un nouveau récit « pluraliste », plus conforme aux vœux de cette « Cité globale » cosmopolite que serait devenu Montréal, avant-garde du Québec en devenir. Ce sont aussi eux qui freineraient les nobles aspirations des « réformistes » de la mémoire et de l'histoire, groupe auquel il s'identifie et qui aurait inspiré le nouveau programme d'histoire au secondaire et le rapport Bouchard-Taylor. S'ils sont dénoncés avec force, ces *conservatistes* – jamais nommés clairement – seront déçus de découvrir que leurs arguments ne sont presque jamais pris de front et discutés sérieusement.

Les historiens plus empiristes qui reprochent depuis longtemps à Jocelyn Létourneau de préférer l'essai impressionniste aux démonstrations plus rigoureuses fondées sur les recherches en archives risquent d'être encore déçus. Lorsqu'on le lit attentivement, on comprend toutefois qu'un tel reproche est vain. C'est qu'aux yeux de Létourneau, l'histoire serait d'abord une affaire d'interprétation ; les historiens seraient moins des chercheurs que des paroliers qui proposent des récits aux consommateurs/citoyens du « marché des idéologies » (p. 98). Jocelyn Létourneau est l'un des rares historiens québécois à avoir fait sienne la posture postmoderniste du « tournant linguistique », l'un des seuls à vouloir encore convaincre que l'histoire, même universitaire, n'est au final qu'affaire de mots. Comme il tente de le montrer dans son chapitre 10 consacré à la littérature migrante, certainement le plus fouillé, les mots ne font pas que décrire la réalité, ils la transforment. Ce sont les mots qui dénouent les impasses et permettent d'envisager un monde nouveau.

Démiurge, l'historien permet de « passer à l'avenir » lorsque, grâce à son imagination et à sa plume, il réussit à proposer un récit qui rendrait nos enfants un peu plus sereins et heureux. C'est du moins le sens ultime qu'il donne à sa démarche dans la citation en exergue.

Éric BÉDARD

Télé-université,
Université du Québec à Montréal.
bedard.eric@teluq.uqam.ca

Jacques BEAUCHEMIN (dir.), *Mémoire et démocratie en Occident. Concurrence des mémoires ou concurrence victimaire*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, 136 p.

Le thème de la présence de la mémoire dans les sociétés contemporaines semble loin de s'épuiser, plus de trois décennies après la publication des *Lieux de mémoires* de Pierre Nora, mémoires construites et inventées s'affrontent pour le privilège de l'officialisation du discours dans les débats publics. L'histoire et le politique ne sont jamais bien loin lorsqu'il est question de mémoire, et c'est le point de départ du livre *Mémoire et démocratie en Occident*, dirigé par Jacques Beauchemin, qui s'intéresse depuis déjà plusieurs années à ces thématiques.

Les différents chapitres se divisent en deux catégories. Outre le chapitre introductif, rédigé par le directeur du recueil, les textes qui composent l'ouvrage concernent dans un premier temps la réalité mémorielle au Québec, et dans un second temps au sein des sociétés européennes, en plus d'un texte de Peter Brown portant sur la place politique de la mémoire aborigène en Australie.

Le texte introductif, de la plume de Jacques Beauchemin, ne traite pas directement de la situation canadienne et québécoise comme telle ; il s'agit d'une réflexion plus générale sur le rôle joué par la mémoire au sein de la sphère publique, dans le contexte des sociétés contemporaines, de la « société des identités », pour reprendre l'expression de l'auteur. Si la réflexion ne traite jamais directement du contexte québécois, le texte lui-même s'inscrit en continuité avec les ouvrages récents de l'auteur.

Les trois textes qui suivent portent sur un aspect ou un autre de l'usage contemporain de la mémoire. Il est d'abord question, dans un texte de Christian Rioux, des débats autour des commémorations du 400^e anniversaire de la fondation de Québec en 2008, ainsi que du 250^e anniversaire de la bataille des Plaines d'Abraham, en plus du contexte plus général de l'enseignement de l'histoire au Québec. Il s'agit d'une occasion d'examiner le chevauchement de l'histoire, de la mémoire et du politique. L'auteur-journaliste prescrit aux historiens, en conclusion, une attitude prudente et bienveillante face à la mémoire, au lieu de « mépriser la mémoire » (p. 31). Le texte d'Yvan Lamonde se penche sur les blessures et les cicatrices laissées par la mémoire. Plusieurs thèmes intéressants traversent ce texte, tels la mémoire traumatisée, la mémoire colonisée, la mémoire cléricale et nationale, etc. Le texte est stimulant, et lance plusieurs pistes de réflexions souhaitables et nécessaires, mais il est beaucoup trop court ; un examen un peu plus approfondi aurait été profitable. Le texte d'Éric Bédard, portant sur le groupe Mes Aïeux et leur rapport à la mémoire, réussit quant à lui, à partir d'un objet connu de la culture populaire, à tisser des liens intéressants entre la mémoire, sa réception contemporaine au sein de la culture populaire et la sphère politique et idéologique québécoise. Il s'agit de l'un des meilleurs textes du recueil.

La deuxième partie poursuit dans la même veine, abordant des thèmes similaires, mais s'appliquant à d'autres sociétés. Par exemple, le texte de Régine Robin tente d'éclairer la pluralité des mémoires au sein de la société française, abordant certes la dimension politique, mais également celle du droit, et le rôle (politique) des historiens dans la gestion publique de la mémoire. Paul May réfléchit sur la réalité mémorielle en Grande-Bretagne, en examinant l'instrumentalisation de la mémoire par certains leaders radicaux de la communauté musulmane. Le texte de Peter Brown se penche sur les notions de mémoire et de pardon en Australie concernant la question aborigène ; celui de Magdalena Dembiska vient clore le recueil par une réflexion ancrée dans la réalité des sociétés d'Europe de l'Est, sur les notions de mémoire, de réconciliation, de confiance et de reconstruction.

Comme l'indique le titre de l'ouvrage, le projet des auteurs est très ambitieux, et le résultat final ne peut être, dans cette optique, que décevant. Le lecteur reste sur sa faim. *Mémoire, démocratie, Occident* tente de ratisser beaucoup trop large, et réussit rarement à véritablement tisser des liens concrets et soutenus entre

les trois thèmes. On ressent à la lecture du recueil une impression d'éparpillement. Les textes sont courts, parfois trop. Malgré ces quelques réserves, les analyses et les questions posées par l'ouvrage sont pertinentes et stimulantes, et quiconque s'intéressant à la question de la mémoire et du politique au sein des sociétés occidentales contemporaines verra la lecture de cet ouvrage profitable.

Julien MASSICOTTE

Université de Moncton, campus d'Edmundston.
jmassico@umce.ca

Robert BERNIER (dir.), *L'espace canadien : mythes et réalités : une perspective québécoise*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 530 p.

Cet ouvrage collectif, sous la direction de Robert Bernier, professeur de marketing gouvernemental et politique à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), réunit dix-sept contributions originales portant sur le fonctionnement de l'État fédéral et sur la gouvernance de l'espace économique canadien. Vingt-deux auteurs ont contribué à l'ouvrage, dont dix-sept affiliés à l'ÉNAP. Cette affiliation institutionnelle donne le ton de l'ouvrage, « très ÉNAP ». Cela n'est pas une tare, mais cela nous apprend d'entrée de jeu qu'il ne s'agit pas d'un livre de géographie (ma première impression à cause du titre), mais d'un ouvrage où les disciplines dominantes sont la science politique, l'économie et la gestion.

Par « très ÉNAP », je veux dire des textes généralement sobres, solides et factuels, dans la tradition des grands mandarins de l'État québécois. La France a ses énarques, nous avons nos énapiens. Quelques textes à saveur plus polémique se sont glissés dans l'ouvrage, comme l'étrange plaidoyer de Filip Palda en faveur de la démocratie directe, mais pour la grande majorité il s'agit de contributions qui cherchent davantage à informer qu'à convaincre. L'ouvrage est organisé sous forme thématique. La couverture est presque encyclopédique. Ainsi, on y trouvera, à titre d'illustration, des contributions portant sur les transports, l'eau, la politique étrangère canadienne, la santé, les Autochtones et les sociétés publiques de l'État canadien. Les sujets et les auteurs sont trop nombreux pour tous les traiter dans cette courte recension ; je m'excuse à l'avance auprès des contributeurs qui ne sont pas nommés ici.

Chaque chapitre thématique vise à présenter l'état des lieux à l'aide, souvent, de nombreux tableaux et figures, en mettant l'accent sur le rôle de l'État fédéral, mais avec un regard particulier sur le Québec. Ainsi, Emmanuel Nyahoho présente un portrait actualisé, solidement documenté, du commerce international du Canada, l'évolution des avantages comparatifs, et les enjeux pour la politique commerciale canadienne. Le chapitre de Jean-Thomas Bernard sur l'énergie propose une bonne synthèse de la place du Canada comme pays producteur d'énergie et sur la politique énergétique canadienne. Gérard Divay (avec Taulant Dedja) trace un portrait exhaustif de la place des municipalités dans le régime fédéral canadien. D'autres contributions sont plus difficiles à situer, comme celle de Jean-Luc Migué et Gérard Bélanger sur la convergence interrégionale des revenus dans